

Revenu minimum garanti

Pour le lait, nous avons un programme permanent d'aide indirecte et des subventions. Le montant des subventions que le gouvernement injecte dans l'économie au titre du lait est évalué à 257 millions de dollars. Dans le cas du pain, il s'agit d'une subvention permanente de 120 millions. Ces subventions s'ajoutent à une foule d'autres mesures comme celle qui s'applique à la viande et dont le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a récemment fait l'annonce. Ces mesures ont pour objet bien défini d'accroître la production tout en la stimulant et de rendre de plus en plus intéressant pour les agriculteurs d'accroître leur production de ces denrées dans l'espoir que l'accroissement de la quantité correspondra à de plus fortes ventes.

Il me semble que c'est là le genre de mesure importante et concrète que réclamait cet après-midi le député de Joliette (M. La Salle). Après avoir réclamé des mesures de ce genre, le député a continué à parler pendant 20 minutes. Il nous a été très difficile de discerner dans ses propos des propositions ou des recommandations concrètes à l'égard de ces questions essentielles. Les mesures qui ont été prises par le gouvernement canadien au cours de cette période très difficile forment un contraste frappant avec la période de réflexion de 90 jours que réclame le parti conservateur et qu'il appelle par euphémisme période de blocage. Pendant cette période—certains l'appelleraient une période de yoga—le parti conservateur méditait sur les mesures qui suivraient les 90 jours. Personne ne sait exactement ce qui serait arrivé après le blocage de 90 jours. Les politiques touchant le revenu qui suivraient cette période de méditation de 90 jours, sont telles qu'elles n'ont pas encore réellement été définies à la Chambre lors d'un débat sur l'inflation. Les Canadiens ne se laisseront pas facilement bernier, me semble-t-il, par des promesses de politiques sur le revenu qui, nous le savons tous, frapperaient le plus durement les gens touchés par la présente motion. Toutefois, cela pourrait faire l'objet d'un autre débat.

[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur le président, il me fait plaisir d'appuyer la motion proposée par l'honorable député de Champlain (M. Matte), motion qui invite le gouvernement à sortir des sentiers battus et à mettre en application une mesure visant à reconnaître à la population son droit à la vie par l'octroi d'un revenu annuel garanti.

Il est évident qu'il s'agit là d'une mesure «dans le vent», et j'oserais même dire d'une mesure que nous pourrions considérer comme une primeur. A mon avis, plutôt que d'assister innocemment à l'effondrement du système capitaliste, il est important de se presser et d'y apporter des changements importants.

Dans tous les pays du monde, on se plaint de l'inflation. Tous les gouvernements cherchent des solutions et tentent d'appliquer des mesures afin de guérir leur économie de l'inflation, mais les mesures sont de moins en moins efficaces. Malheureusement, les conseillers de nos gouvernements ne s'accordent pas sur la définition du mot inflation. A mon avis, il en est ainsi, parce que les conseillers se basent souvent sur ce qu'ils ont vu dans les dictionnaires, où on trouve ladite définition, à savoir que l'inflation «est une émission démesurée de papier-monnaie», ce qui signifie que pour combattre l'inflation, il faudrait diminuer la circulation de papier-monnaie, en imprimer moins et en retirer de la circulation par des taxes ou autrement.

Comme le crédit financier remplace de plus en plus le papier-monnaie dans les transactions commerciales, on attribue donc l'inflation à une trop libre émission de cré-

[M. Caccia.]

bits financiers par des prêts bancaires, et l'on recommande une restriction du crédit.

Nos gouvernements ordonnent même une hausse du taux de l'intérêt pour décourager les emprunteurs. Lorsque ces mesures ne peuvent suffire à combattre l'inflation, le gouvernement fait alors appel au peuple, l'invite à des pratiques volontaires, à l'austérité. On invite la population à se serrer la ceinture. Malgré l'invitation répétée depuis cinq ou six ans, ces mesures ne changent rien, mais l'inflation poursuit son cours comme si nos gouvernants avaient perdu le gouvernail.

Une autre définition de l'inflation, plus récente et moins terne que celle du dictionnaire, a été récemment employée dans des articles de revues traitant de questions économiques. Je cite:

L'inflation, c'est trop d'argent courant après trop peu de produits.

Toutefois, monsieur le président, entre cette définition et les problèmes vécus, il est facile de faire le point, mais personne ne peut soutenir que l'inflation actuelle dans nos pays développés dépend d'une insuffisance de produits en face de trop de pouvoir d'achat. Toutefois, 90 p. 100 des Canadiens sont conscients que telle n'est pas la situation dans notre pays. La plupart des salariés, de même que tous les retraités, les mères nécessiteuses et les chômeurs savent très bien que l'inflation, la vie chère, ne dépend pas du fait qu'ils ont trop d'argent dans leur porte-monnaie.

● (2100)

L'inflation est attribuable au présent système financier qui n'est pas en accord avec les faits réels de la production et de la consommation. La comptabilité du système est fautive, et seule une comptabilité intègre corrigerait l'inflation sans nuire aux intérêts légitimes de qui que ce soit. Une comptabilité monétaire intègre, une comptabilité conforme aux réalités, voilà ce que permettrait l'application des données financières exposées par l'ingénieur-économiste C.H. Douglas il y a un demi-siècle.

Le seul fait de la hausse des prix est une attestation de l'inefficacité du système. Si le système financier était conforme au réel, non seulement n'aurait-on pas de prix inflationnistes, mais, au contraire, on en arriverait à une réduction graduelle des prix, au fur et à mesure que le progrès des techniques augmenteraient et faciliteraient la production.

Et justement, monsieur le président, le régime de revenu annuel garanti proposé aujourd'hui par l'honorable député de Champlain est une des mesures qui devront être appliquées le plus tôt possible.

Il est vrai que certains adversaires du régime de revenu annuel garanti croient qu'en augmentant le pouvoir d'achat de la population, nous ne ferions qu'empirer le problème de l'inflation.

Ils prétendent que les producteurs et les distributeurs augmenteraient leurs prix, sachant que la population serait en mesure de payer des prix plus élevés. Toutefois, les faits indiquent que cet argument n'est pas réaliste. En fait, nous sommes portés à croire que le contraire est la vérité. Un pouvoir d'achat accru dans les mains des consommateurs n'est pas nécessairement la même chose qu'un pouvoir d'achat excessif. Et des économistes reconnaissent maintenant que l'inflation peut être provoquée en augmentant la pression qu'exercent les coûts dans l'industrie, tout comme une trop grande quantité d'argent pour acheter trop peu de produits.

On reconnaît généralement aujourd'hui que le problème des coûts qui augmentent sans cesse a donné naissance à l'inflation galopante que nous subissons.